

Secuencia 5 – ECG 1

¿Está España sumergida en una crisis institucional?

<https://digipad.app/p/678425/c5930069d43f4>

Documentos	Competencias / Actividades	Lengua y práctica	Traducciones / deberes
☹ <i>Sánchez pacta la amnistía con los independentistas catalanes y desbloquea su investidura</i>	Comprensión auditiva + Expresión oral seguida + debate “¿Qué pensáis de este tipo de pacto?”	Comparación Expresión oral / Elocuencia / Expresar su opinión / Valerse del humor o de la ironía / Expresión escrita / Uso de los diferentes tiempos	Traducción inversa <i>“L’Espagne adopte définitivement une loi d’amnistie pour les indépendantistes catalans”</i>
Instituciones Partidos políticos			Traducción frases gramaticales <i>A partir de la viñeta, imagina un corto artículo sobre el tema.</i>
☺ <i>Viñeta de Alfredo Boto</i>	Expresión oral seguida e interacción		
☰ <i>La Ley de Amnistía</i>	Cº lectora + EOS		

Traducir las frases gramaticales siguientes

- Pendant plusieurs décennies, l'Espagne a été marquée par un système bipartite dominé par le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).
- Ce bipartisme a permis une certaine stabilité politique, mais il a aussi été critiqué pour son manque de représentativité.
- La crise économique de 2008 et les scandales de corruption ont affaibli les grands partis traditionnels.
- À partir de 2014, l'émergence de nouveaux partis comme Podemos et Ciudadanos a transformé le paysage politique espagnol.
- Ce changement a conduit à une ère de multipartisme, avec davantage de diversité idéologique au Parlement.
- Le multipartisme a rendu plus difficile la formation de gouvernements majoritaires, entraînant des coalitions et des accords temporaires.
- Vox, un parti d'extrême droite, est aussi devenu un acteur important du multipartisme espagnol.
- Le multipartisme reflète une société plus fragmentée politiquement, avec des revendications régionales et sociales variées.
- Bien que le bipartisme soit affaibli, le PP et le PSOE restent influents dans la politique nationale.
- Aujourd'hui, la politique espagnole oscille entre la nostalgie d'une stabilité bipartite et la réalité d'un multipartisme complexe mais plus représentatif.

L’Espagne adopte définitivement une loi d’amnistie pour les indépendantistes catalans

Le Monde avec AFP, Publié le 30 mai 2024

Les députés espagnols ont définitivement adopté, jeudi 30 mai, une loi d’amnistie pour les indépendantistes catalans. Cette mesure phare du gouvernement de gauche du premier ministre, Pedro Sanchez, permettra le retour des indépendantistes encore en exil après la tentative de sécession de 2017, comme Carles Puigdemont.

Au terme d'une session très tendue d'environ deux heures et dans une ambiance électrique marquée par des insultes, la loi d'amnistie a été approuvée par 177 voix contre 172 (la majorité absolue étant de 176).

Ce vote du Congrès des députés, où le premier ministre Pedro Sanchez dispose de la majorité absolue grâce à l'appui des deux partis indépendantistes catalans, est l'aboutissement d'une longue bataille qui a dominé et radicalisé la vie politique espagnole depuis les élections de juillet dernier.

Les députés avaient déjà adopté le projet de loi d'amnistie le 14 mars, mais le Sénat, contrôlé par l'opposition de droite, y avait mis son veto deux mois plus tard, renvoyant le texte à la chambre basse, qui a donc eu le dernier mot.

Le Parti populaire (PP), principale formation d'opposition, et le parti d'extrême droite Vox ont livré un dernier baroud d'honneur avant le vote, dénonçant une « corruption politique ».

Pour leur part, les deux partis indépendantistes catalans ont averti que cette amnistie n'était pas la fin de leur combat pour l'indépendance, mais une simple étape.

« Le pardon plus puissant que la rancœur »

Ce vote est « une bataille dans le conflit qui existe depuis des siècles entre les deux nations », la catalane et l'espagnole, a déclaré la porte-parole du parti de Carles Puigdemont (Ensemble pour la Catalogne), Miriam Nogueras, évoquant « un jour historique ».

Gabriel Rufian, son homologue de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), l'autre parti indépendantiste catalan, a averti que le « prochain arrêt » sur la voie menant à l'indépendance était l'organisation d'un référendum.

M. Sanchez affirme que l'amnistie a pour but de mettre fin à l'instabilité née de la tentative avortée de la Catalogne (nord-est de l'Espagne) de proclamer unilatéralement son indépendance en octobre 2017, lorsque le gouvernement régional était dirigé par M. Puigdemont, qui vit depuis en exil.

« En politique comme dans la vie, le pardon est plus puissant que la rancœur », a commenté M. Sanchez sur le réseau social X. « L'Espagne est aujourd'hui plus prospère et plus unie qu'en 2017 », a-t-il ajouté. Il n'avait pas assisté au débat, entrant dans l'hémicycle juste avant le vote.

Le gouvernement régional de M. Puigdemont avait organisé, le 1er octobre 2017, un référendum d'autodétermination, malgré son interdiction par la justice.

Près d'un mois plus tard, le parlement local déclarait unilatéralement l'indépendance de la région, entraînant immédiatement sa mise sous tutelle par le gouvernement espagnol et la révocation du gouvernement local.

Les principaux dirigeants séparatistes avaient alors été incarcérés ou avaient fui à l'étranger.

Ces événements avaient été l'une des pires crises vécues par l'Espagne depuis son retour à la démocratie après la fin de la dictature franquiste en 1975.

Mais cette mesure d'amnistie, qui doit bénéficier à environ 400 personnes – au premier rang desquelles M. Puigdemont – est surtout le prix que M. Sanchez a dû payer pour être reconduit au pouvoir en novembre.

Les deux partis indépendantistes catalans, à commencer par celui de M. Puigdemont, l'avaient exigée en contrepartie du soutien de leurs quatorze députés, sans lequel M. Sanchez n'avait aucune chance de rester premier ministre.

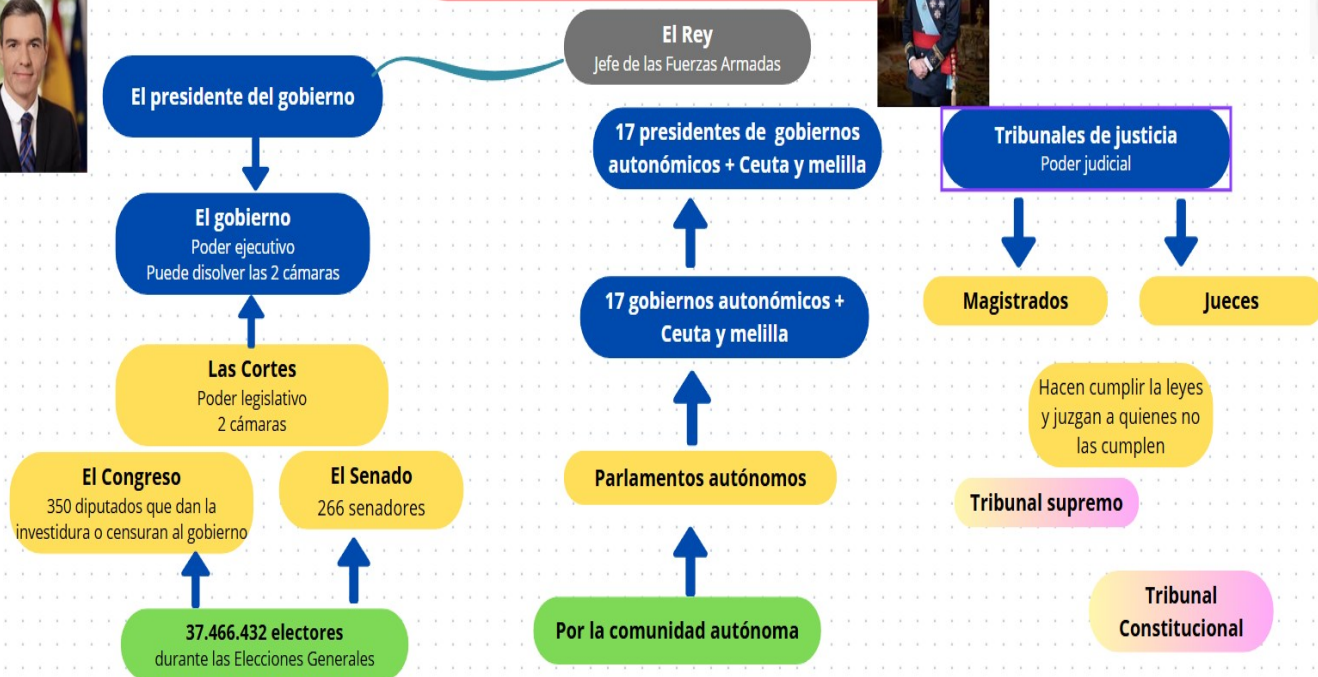
Depuis lors, le PP est vent debout contre une loi selon lui « *inconstitutionnelle* », contre laquelle il a organisé de nombreuses manifestations.

« Vous avez menti ! »

L'opposition ne manque jamais de rappeler que M. Sanchez lui-même avait exprimé son refus d'une amnistie durant la campagne pour les élections du 23 juillet, avant que l'arithmétique parlementaire ne le force à changer d'avis.

« Vous avez menti aux Espagnols, parce que vous aviez promis de ne pas le faire ! », a lancé jeudi le leader du PP, Alberto Nuñez Feijoo. [...]

Las instituciones españolas Monarquía parlamentaria (Constitución de 1978)



Partidos políticos en España



Yolanda Díaz



Pedro Sánchez



Carlos Pérez-Nievas



Alberto Núñez Feijóo



Santiago Abascal

Partidos de izquierda

Centroderecha

Partidos de derecha



Catalanes

Partidos
independentistas



Vascos / euskera